



Déclaration liminaire CHSCT-D Mardi 5 juillet 2022

M. Le Directeur Académique,
Mmes et M. les membres du CHSCT-D

C'est une année scolaire qui se termine et qui laisse entrevoir déjà la rentrée de septembre. On ne va pas faire de plan sur la comète pour l'année scolaire 2022-2023, mais nous pouvons faire un bilan de celle-ci sur divers points et quelques aspects que nous regrettons et que nous espérons voir progresser, s'améliorer.

Alors que l'année dernière nous avons pu faire une visite de PIAL et tirer différentes conclusions intéressantes et progressistes tant pour le PIAL visité que pour l'ensemble des PIAL, il n'a pas été possible de faire la moindre visite cette année. Nous ne savons pas à l'UNSA Éducation si les démarches ont été suffisamment accompagnées, seulement, nous constatons que rien n'a été fait sur cette question des PIAL et que rien n'a avancé non plus cette année ! Nous souhaitons vivement que dès la rentrée prochaine, cette question soit remise sur la table et à l'agenda des priorités de notre CHSCT-D, tout comme les visites d'établissement.

La lecture des RSST, M. Le Directeur, nous inquiète à divers niveaux :

Les réponses apportées aux collègues tant dans leur délai, que par la qualité de la réponse laissent perplexe. En effet, que dire de réponses apportées 4, 5, 6 mois voire quasiment une année après la validation par son auteur. Les réponses quand elles sont apportées relativement rapidement, nous interrogent sur l'effet même de cette réponse sur le terrain. Nous nous interrogeons sur le pragmatisme de ces réponses et sur l'apport concret face aux difficultés rencontrées par les collègues. Ces réponses nous apparaissent hors sol ! Parfois elles renvoient les collègues à leurs supposées « incompétences », parfois mettent en doute le collègue dans la justesse de ses propos ! Là, il nous semble que l'on touche du doigt la défiance de la hiérarchie envers nos collègues. La valeur du RSST ne doit pas permettre à la hiérarchie ou à l'administration d'apporter un jugement sur le collègue qui pose une alerte.

Nous constatons aussi le nombre croissant de RSST évoquant des agressions de personnels ; nous constatons encore le manque de réponses de l'administration pour ces agressions et ce même manque de réactivité ! Seulement le sentiment d'insécurité est grandissant et des collègues sont menacés et se prennent physiquement et/ou moralement des coups. Alors qu'en est-il du GT « violence à l'école ». Il faut des mesures concrètes pour les enseignants. L'employeur doit protéger ses agents. Les mesures contenues dans les documents produits dans le cadre de ce GT doivent être réalistes, tangibles et applicables sur le terrain à un

enseignant qui prend des coups. Dans quel métier accepterions-nous que les salariés se fassent insulter, frapper par les utilisateurs du service ? Aucun ! Nous avons l'impression à l'UNSA Éducation de tourner en rond ! Que se passe-t-il ? Ce manque de réponses objectives et concrètes nous inquiète. Le terrain change très vite, la crise COVID a accéléré et exacerbé ces comportements agressifs. Il faut adapter davantage les réponses aux nouvelles situations que nous rencontrons et qui « pourrissent » la vie des collègues. Nous attendons davantage de communication bienveillante ; davantage d'accompagnement et de soutien. Cette crise durable et grave du respect dû à l'institution et à ses agents nous oblige à être tous solidaires. Les inspecteurs et inspectrices, l'administration, vous M. L'Inspecteur d'Académie mais également notre rectrice et le ministère devriez exprimer sans réserve le soutien public, l'accompagnement immédiat et l'aide sans limite aux personnels qui subissent des violences verbales et/ou physiques dans le cadre de leur métier. Aucun agent ne devrait vivre son métier sous le régime de la menace ou de la violence, et se rendre au travail avec la peur, l'angoisse, la crainte... Le travail ne doit pas générer de souffrance.

Pour terminer, cette déclaration, les représentants de l'UNSA-Éducation s'inquiètent du peu d'élan et d'actions en faveur de la rénovation énergétique du bâti scolaire. En effet, l'urgence climatique, largement relayée dans la presse écrite, dans les journaux télévisés, doit nous alarmer sur l'urgence à rénover, réhabiliter les bâtiments scolaires. Les périodes caniculaires sont récurrentes, les difficultés d'exercice sont toujours les mêmes, mais rien ne change ! Une politique d'envergure doit voir le jour, et permettre un accueil approprié de tous les élèves quel que soit la météo du jour ! La végétalisation des cours d'école doit se généraliser ; les élus locaux (municipaux, départementaux, régionaux) en charge de la compétence scolaire, collège et lycée doivent être sensibilisés à cette cause et le paradigme des cours bitumés doit changer de logiciel !

Merci pour votre attention.

Pour l'UNSA-Education,
Johann BARANGER.
Marion JULLIEN.
Adrien CRINIÈRE.
Franck MOUSSERIN.

